

BARBARA BUTCH : DÉCRYPTAGE DE LA DERNIÈRE OFFENSIVE MÉDIATIQUE

[22 juillet 2026](#)[Fake news](#)

C'est le nouveau scandale fabriqué de toute pièce. La nouvelle obsession des médias, de CNews à Médiapart. Le petit monde des faiseurs d'opinion ne parle plus que de cela depuis 4 jours : le concert d'une DJ pro-Israël a été chahié à Grenoble le 18 juillet. Comme s'il n'y avait aucun autre problème, aucune autre actualité urgente, par exemple les lois d'extrême droite votées à la chaîne en plein été, les violences racistes ou le chaos climatique.

Union sacrée

Samedi dernier, la DJ Barbara Butch se produisait donc à Grenoble, et sa performance était perturbée par plusieurs dizaines de militant·es pro-Palestine. Elle avait dû arrêter son set sous les huées. Cet épisode insignifiant s'impose depuis comme le grand sujet de l'été. Le RN et François Ruffin, les macronistes et l'ex-insoumise Clémentine Autain, le PS et le Parti Communiste : tout le monde monte au créneau. Il s'agirait d'une agression antisémite, anti-queer et «grossophobe» fomentée par la France Insoumise et le mouvement pro-palestinien.

On tente de faire croire que cette DJ aurait été prise pour cible parce qu'elle est juive, en surpoids et Queer, et pas pour ses prises de position. Aurore Bergé est allée jusqu'à dénoncer à l'Assemblée un «lâch[er] de chiens» contre «une Française juive». D'autres parlent d'une attaque LGBTphobe. C'est désormais la norme en cette ère de post-vérité : les faits n'importent plus, l'identité d'une personne compte plus que ses actes. Le logiciel victimaire postmoderne est désormais utilisé par les rangs les plus réactionnaires, y compris le RN qui a volé au secours de la DJ. C'était la même opération réalisée par la sénatrice raciste du Paraguay, qui avait accusé Mbappé de «violences de genre» parce qu'il avait répondu à ses propos négrophobes. «Chat perché», «contre Uno».

Pourtant, le 18 juillet, Barbara Butch a bien été critiquée pour ses

idées. Elle avait signé une tribune de soutien à la Loi Yadan, qui criminalise le mouvement pro-palestinien. La DJ avait ensuite retiré sa signature, mais une fois que la loi avait elle-même été abandonnée, puis avait expliqué qu'elle avait mal compris cette tribune. Un peu facile : à l'époque, la Loi Yadan était très contestée, une pétition réunissait plus de 700.000 signataires contre le projet, et il paraît difficile sinon impossible d'avoir pris position sans même avoir lu la tribune... Admettons. Mais Barbara Butch a aussi animé un concert à la résidence de l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, en 2025. C'était donc deux ans après le début de l'opération génocidaire à Gaza, au moment où une flottille humanitaire venait d'être interceptée par l'armée israélienne. Est-il encore possible de plaider la naïveté ? Barbara Butch va-t-elle jouer en Israël sans même s'informer sur l'actualité ?

Le boycott est une arme légitime

Derrière cette tempête dans un verre d'eau, c'est toute la logique du boycott qui est attaquée. Le boycott est l'arme du pacifisme par excellence : il s'agit simplement de ne plus donner de soutien économique ni d'influence culturelle à une puissance oppressive, ainsi qu'à ses soutiens. C'est un outil qui a été utilisé par Gandhi en Inde ou contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. Actuellement, les pays européens boycottent les sportifs et artistes russes au nom de la guerre en Ukraine sans que cela ne gêne grand monde.

Prétendre que le boycott serait une incitation à la «haine» est un renversement du sens des mots très grave, qui ouvre la porte à une répression extrêmement vaste. Le gouvernement français a dissous des collectifs pour leur appels au boycott d'Israël, et veut criminaliser cette pratique. Alors que la France arme un génocide et que nous n'avons que peu de prise sur cette situation terrible qui a lieu sous nos yeux, que reste-t-il d'autre comme mode d'action ?

Le boycott a toujours concerné aussi le secteur culturel. Un boycott des artistes visait l'Afrique du Sud de l'apartheid, avec le soutien de l'ONU. Et dans les années 1980, des groupes comme Queen ou l'artiste Elton John sont allés jouer dans la ville de Sun City, en Afrique du Sud malgré ce boycott, et ont été vivement critiqués. À l'époque, personne n'aurait imaginé qu'ils étaient victimes d'homophobie : c'est leur prestation au sein d'un régime

raciste qui était mise en cause, et non leur homosexualité. Dès les années 1960, des dizaines de dramaturges et cinéastes britanniques et américains s'étaient engagés à ne pas autoriser la représentation de leurs productions devant un public ségrégué en Afrique du Sud. C'est une position plus radicale que le boycott actuel d'Israël, et tout le monde, en dehors des suprémacistes, trouvait ça légitime.

Quand les plus grands censeurs font mine de défendre la liberté

Depuis des jours, les médias de masse parlent d'une agression et de jets de bouteilles sur Barbara Butch. Pourtant, aucun jet n'est visible sur les vidéos, seulement des slogans et des huées. Il est d'ailleurs hautement improbable, dans notre période très sécuritaire, que les organisateurs d'un concert aient pu laisser entrer des spectateurs avec des bouteilles en verre. Finalement, Médiapart publie une longue enquête, évoquant «un projectile» repéré sur une vidéo, et un câble électrique coupé. Pas grand chose.

À entendre la cohue de dénonciations, ce serait pourtant la liberté qu'on assassine, et LFI qui en est responsable. Le Ministre de l'Intérieur Laurent Nunez ose : «L'antisémitisme, les intimidations et les pressions n'ont pas leur place dans notre République. Empêcher une artiste de se produire est une atteinte inacceptable à la liberté d'expression et de création». C'est littéralement le même Nunez qui a tout fait pour interdire le concert antiraciste programmé le 21 juin à Paris, lors de la fête de la musique. Une décision annulée par la justice tellement elle était liberticide. C'est aussi Nunez qui interdit d'innombrables manifestations et événements festifs, dissout des associations, envoie sa police contre tout rassemblement, violente des supporters qui célèbrent une victoire...

Idem du côté de la fausse gauche : Olivier Faure, Emmanuel Grégoire, Sandrine Rousseau ou Marine Tondelier n'ont pas de mots assez durs sur cette affaire. François Ruffin assène même : «Les méthodes de l'extrême droite ne sont pas les nôtres». Les mêmes qui n'ont rien dit, ou si peu, quand l'humoriste Guillaume Meurice était licencié, comme Merwane Benlazar, ou quand le rappeur Médine était attaqué, quand Blanche Gardin était mise au

placard pour avoir soutenu la Palestine. Leur liberté d'expression ne vaut que pour les idées déjà dominantes.

Alain Chabat, Géraldine Nakache et 300 personnalités viennent de signer une tribune en soutien à Barbara Butch. La maire de Grenoble Laurence Ruffin annonce déposer plainte contre LFI. Cela n'en finit plus. Faut-il rappeler que fin 2025, un colloque sur la Palestine au Collège de France avait carrément été déprogrammé ? Du jamais vu, et dans l'indifférence générale. De même, une chasse aux universitaires «islamo-gauchistes» est organisée dans les facs, sans que les défenseurs de Barbara Butch ne hurlent à la censure. En 2024, le média décolonial Parole d'Honneur avait invité la philosophe Judith Butler, et la mairie de Paris avait interdit l'événement. Personne, parmi les hypocrites qui montent actuellement au créneau, n'avait réagi, alors que la théoricienne censurée est queer et juive. En mai dernier, le collectif sioniste «Nous Vivrons» avait envahi le plateau de Radio Nova pour perturber l'émission La Riposte. Le même collectif avait tenté d'empêcher par la force une conférence dans une librairie à Marseille. Entre autres actions de censure, jamais dénoncées par les bonnes âmes de la gauche molle.

Enfin, et c'est peut-être le plus grave, le CRIF, officine pro-Israël, a attaqué en juillet la cérémonie pour les victimes de la rafle du Vel d'Hiv' à Grenoble. Alors que LFI avait déposé une couronne de fleurs, un groupe de gros bras du CRIF a agressé les insoumis sous les yeux du président de l'association et des représentants de la préfecture en criant «il faut aller à Gaza pas ici !» Les fleurs pour rendre hommage aux victimes des rafles antisémites de la police française avaient alors été piétinées.

Cette profanation mémorielle indigne, qui constitue une privatisation de la mémoire du génocide par un petit groupe de soutiens de Netanyahou, a eu lieu à quelques heures d'écart et dans la même ville que le chahut contre Barbara Butch. Chacun notera la différence de traitement médiatique entre les deux actes.